

appartement, et nous parlions de la Maison du Canada. Vous le savez, la presse, d'un océan à l'autre, a parlé de ce projet. Des personnes de passage à New-York m'en parlaient. Je leur lisais deux ou trois phrases extraites de ces lettres.

M. KUCHEREPA: Selon le hansard de l'année 1954, à la page 5537, le premier ministre s'est exprimé ainsi:

...J'ai dit que je ne pouvais faire aucune promesse, prendre aucun engagement, et que je ne demanderais pas à mes collègues de prendre un engagement, même pour ce qui est de l'espace qu'ils prendraient. Je lui ai dit que les promoteurs auraient à courir le risque d'aménager des locaux avantageux et de les offrir quand ils en disposeraient et que, si ces locaux étaient avantageux et s'ils pouvaient soutenir la concurrence pour ce qui est du loyer, j'étais d'avis que le gouvernement, quel que soit celui qui sera au pouvoir, serait alors heureux de songer à signer des baux.

M. MACNAUGHTON: C'était en 1954.

M. KUCHEREPA: C'est une déclaration qu'a faite à la Chambre des communes l'ancien premier ministre. Aujourd'hui, on nous dit que certaines ententes ont été conclues. J'aimerais voir ces ententes.

M. Walker:

D. M. Lawson admet qu'aucune entente n'a été révoquée. Tout ce qu'il invoque, c'est une déclaration d'intention et une obligation morale.—R. Cette déclaration d'intention n'a été rédigée qu'après que ces vingt-huit personnes eussent fait une mise de fonds de \$100,000 chacun.

D. Selon les dispositions du début, vous deviez remettre l'édifice au gouvernement; mais vous avez changé vos plans et avez vendu la moitié des intérêts à des financiers américains.

M. MACNAUGHTON: C'est ce que vous avez dit.

M. WALKER: C'est exact.

Le PRÉSIDENT: M. Lawson va continuer son témoignage.

Le TÉMOIN: Si cette déclaration d'intention est révoquée, à mon avis, ce sera une tache permanente à l'intégrité du Canada. J'ai visité différents endroits des États-Unis au cours des dernières semaines, et j'ai pu prendre conscience du regret, du désappointement et de l'étonnement qu'ont ressentis certains Américains en vue, par suite de la tournure que prenaient les événements. Il semble qu'une impression règne dans le public, que la présente ligne de conduite de notre gouvernement donne à entendre que les sentiments mutuels d'unité et de collaboration s'affaiblissent.

Ce que cela laisse supposer, je suis peiné de le dire, ne peut échapper à certains de nos ennemis de l'extérieur.

M. Kucherepa:

D. Pourquoi, dès mars 1955, le Club canadien a-t-il évité toute participation à ce plan, alors qu'au début, il l'appuyait si chaleureusement?—R. En raison des changements de présidents. Le Club canadien a connu quatre ou cinq présidents différents en trois ou quatre ans. Quand j'ai proposé l'affaire, le président d'alors était des plus enthousiastes. Son successeur était également enthousiaste, mais il est tombé malade, a dû être hospitalisé et est décédé.

M. Walker:

D. N'est-il pas vrai que c'était un beau rêve, mais que cela n'a pas marché? Le Pacifique-Canadien s'est retiré du projet.—R. Il n'en a jamais été.